

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Ford-Motor-Company-et-sa-filiale-Ford-Argentine-sont-poursuivies-pour-leur-collaboration-pendant-la-dictature-militaire>

# **Ford Motor Company et sa filiale Ford Argentine sont poursuivies pour leur collaboration pendant la dictature militaire**

Date de mise en ligne : jeudi 23 février 2006

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**L'entreprise étasunienne Ford Moteur Company et sa filiale Ford Argentine ont été poursuivies aujourd'hui par la Justice civile pour l'enlèvement en 1976 de ses syndicalistes et les survivants ont demandé à la Justice pénale d'ordonner l'arrestation de l'ex président de la compagnie dans le pays et de trois autres dirigeants.**

DYN, Jeudi 23 février 2006.



L'avocat Tomas Ojea Quintana, qui représente le plaignant Pedro Norberto Troiani, ex délégué syndical de Ford qui assure avoir été enlevé dans l'usine de la localité General Pacheco dans la Province de Buenos Aires a déposé une double plainte, une à la cour civile n° 35, présidée par José Bournissen, et une autre devant la Cour Fédérale n° 3, présidée Daniel Rafecas.

La plainte pénale demande la détention et la citation à comparaître de l'ex président de Ford Argentine, le Chilien Nicolas Enrique Courard ; de l'ex directeur du groupe, l'autrichien Pedro Müller ; de son ex responsable des relations industrielles Guillermo Galarraga ; de l'ex chef de sécurité, l'ex militaire Héctor Francisco Sibilla ; et de l'ex directeur de l'École d'Ingénieurs, le militaire à la retraite Antonio Francisco Molinari.

Dans l'usine que Ford à Pacheco travaillaient quelque 5.000 salariés où ils produisaient le modèle « *Falcon* », qui dans sa version de couleur verte militaire, est devenue la voiture emblématique de la répression illégale, qui enlevait les citoyens et les transportait, presque toujours dans le coffre, vers les centres clandestins.

"Quelques uns d'entre nous ont été enlevés par les Forces de Sécurité dans l'usine, et transférés à un centre clandestin de détention temporaire, situé sur le terrain de sports de l'usine", a rappelé Troiani qui a détaillé que "là ils nous ont encagoulés, ils nous ont frappés, nous avons souffert des simulacres d'exécutions et nous avons été soumis à des tortures. Certains ont subi la gégène électrique, d'autres ont été obligés d'uriner et déféquer dans les chaussures".

En total, 24 délégués syndicaux salariés de Ford ont été enlevés en 1976, selon la plainte. Francisco Guillermo Perrotta, un autre ex employé de Ford, assure avoir été privé de liberté, a dit que "ces deux personnes (les tortionnaires), celles qui m'ont emmenées dans la voiture, m'ont dit que la photo (la photo du badge d'accréditation de Ford avec laquelle il a été identifié) ils l'avaient obtenue au bureau de personnel ". L'ex surveillant de l'entreprise Alfredo Juan Yandet a rappelé que "à plusieurs occasions en effet j'ai pu voir quelques militaires qui entraient et sortaient du Bureau de Personnel avec des chemises et des sacoches".

Les plaignants ont assuré que "l'entreprise Ford a lancé et a exécuté un plan précis et concret pour se débarrasser de la forme violente de l'activité représentative et syndicale, dans le but de créer un Terrorisme d'Entreprise qui lui

permettrait de réduire le personnel à sa guise et sans grand coût, d'accélérer sans problème les lignes de production presque jusqu'à l'exploitation, ignorer les mauvaises conditions de travail".

Vicente Ismael Brèche, également enlevé, a certifié que "les forces militaires ont utilisé pour les enlèvements des moyens fournis par l'entreprise et a déclaré que quand il a été enlevé, ils l'ont jeté dans une camionnette Ford, et tout comme Ballesteros et Propato dans leurs déclarations, il a dit que les militaires utilisaient des camionnettes F100 qui étaient fournies par l'entreprise."

La plainte qui a été présentée aujourd'hui (23/02/2006) à la Justice civile et l'extension de la plainte devant la juridiction fédérale est la première accusation contre des dirigeants pour leur participation présumée dans la 'Sale Guerra', et Ojea Quintana se base le cas du chef d'entreprise allemand Friedrich Flick, qui en 1947 avait été condamné à sept années de prison pour avoir collaboré avec le III Reich d'Adolphe Hitler.